CONSEIL D'ÉTAT
LÉGISLATION
3 0 08
RAAD VAN STATE
WETGEVING

CK. - 1 -

L. 12.880/2/V.
L. 12.881/2/V.
L. 12.882/2/V.
L. 12.883/2/V.
L. 12.884/2/V.
L. 12.885/2/V.
L. 12.886/2/V.
L. 12.887/2/V.
L. 12.888/2/V.
L. 12.889/2/V.
L. 12.890/2/V.
L. 12.891/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications, le 19 juillet 1977, d'une demande d'avis sur :

1) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des véhicules automobiles en ce qui concerne la résistance des serrures et charnières de portes",

2) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des véhicules automobiles en ce qui concerne leur aménagement intérieur",

3) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des véhicules automobiles en ce qui concerne leurs saillies extérieures",

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 19e juli 1977 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van auto's wat betreft de weerstand van deursloten en -scharnieren",

2) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van auto's wat betreft hun binneninrichting",

3) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van auto's wat betreft de naar buiten uitstekende delen",

.../...

4) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des véhicules automobiles et de leurs remorques en ce qui concerne les plaques et inscriptions réglementaires ainsi que leurs emplacements et modes d'apposition",

4) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van auto's en hun aanhangwagens wat betreft de voorgeschreven platen en gegevens, en de plaats en wijze waarop zij moeten worden aangebracht",

5) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des tracteurs agricoles ou forestiers à roues",

5) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen",

6) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des tracteurs agricoles ou forestiers à roues en ce qui concerne le poids maximal en charge autorisé, l'emplacement et le montage des plaques d'immatriculation arrière, les réservoirs de carburant liquide, les masses d'alourdissement, l'avertisseur accoustique, le niveau sonore admissible et le dispositif d'échappement",

6) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen wat betreft het toegestane totaalgewicht in volbelaste toestand, de plaats en het aanbrengen van de achterste kentekenplaten, de reservoirs voor vloeibare brandstof, de extra gewichten, de geluidssignaalinrichting, het toegestane geluidsniveau en de uitlaatinrichting",

7) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des tracteurs agricoles ou forestiers à roues en ce qui concerne la vitesse maximale par construction et les plates-formes de chargement",

7) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen wat betreft de door de constructie bepaalde maximumsnelheid en de laadplatforms",

8) un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'homologation et de montage auxquelles doivent répondre les rétroviseurs pour tracteurs agricoles ou forestiers à roues",

8) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeurings- en montagevoorwaarden waaraan de achteruitkijkspiegels van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen moeten voldoen",

.../...

9) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des tracteurs agricoles ou forestiers à roues en ce qui concerne le champ de vision et les essuie-glaces",

9) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen wat betreft het zichtveld en de ruitewissers",

10) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des tracteurs agricoles ou forestiers à roues en ce qui concerne le dispositif de direction",

10) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen wat betreft de stuurinrichting",

11) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des tracteurs agricoles ou forestiers à roues en ce qui concerne la prise de courant montée pour l'alimentation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse",

11) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen wat betreft de er op gemonteerde contactdozen en stekers voor stroomtoevoer naar de verlichtings- en lichtsignaalinrichtingen",

12) un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation par type des tracteurs agricoles ou forestiers à roues en ce qui concerne les dispositifs de freinage",

12) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de goedkeuring per type van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen wat betreft de reminrichtingen",

a donné le 11 août 1977 l'avis suivant :

heeft de 11e augustus 1977 het volgend advies gegeven :

.../...

Les douze projets d'arrêtés royaux soumis au Conseil d'Etat (L. 12.880 à 12.891) concernent l'agréation, par type, de certains équipements des véhicules automobiles (L. 12.880 à 12.883) et l'agréation, par type, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues (L. 12.884) ou de certains équipements de ces tracteurs (L. 12.885 à 12.891).

Ils introduisent en droit interne des prescriptions de nature technique contenues simultanément dans des règlements pris en exécution de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur (Genève, 20 mars 1958) et dans des directives du Conseil des Communautés européennes (L. 12.880 à 12.882), ou uniquement dans des directives du Conseil (L. 12.883 à 12.891).

La même technique est employée pour les douze projets : les prescriptions techniques des règlements et des directives sont rendues obligatoires par voie de référence, les arrêtés ministériels se limitant à prévoir les mesures d'exécution indispensables.

*

Les projets se fondent sur la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, dont l'article 1er dispose :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, toute mesure nécessaire pour assurer l'exécution des obligations résultant des traités internationaux et des actes internationaux pris en vertu de ceux-ci, ces mesures pouvant comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales".

Bien que des allusions ont été faites à la politique économique des transports dans les travaux préparatoires de la loi précitée, il ne paraît pas que la volonté du législateur ait été de limiter à cette seule hypothèse l'habilitation conférée au Roi.

Les termes de la loi habilitant le Roi à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des obligations résultant des traités internationaux et des actes internationaux pris en vertu de ceux-ci, sont en effet, généraux et ne limitent en aucune manière la compétence réglementaire du Roi "en matière de transport".

Encore faut-il déterminer la mesure exacte des obligations pour la Belgique résultant des actes internationaux dont il est fait état.

La directive du Conseil des Communautés européennes du 6 février 1970 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques a pour objet d'établir des prescriptions techniques communes qui doivent permettre une réception communautaire pour chaque type de véhicule de

.../...

manière à assurer, à l'intérieur de la Communauté, le libre échange des véhicules. Elle ne tend pas à supprimer les disparités des réglementations des Etats membres en la matière, mais elle oblige ceux-ci à accepter tout véhicule accompagné du certificat de conformité prévu par la directive.

L'obligation est donc de réception. Les projets vont plus loin : ils introduisent en droit interne les prescriptions des différentes directives en imposant, notamment, certaines obligations aux constructeurs.

Dans cette mesure, les projets ne tendent plus uniquement à assurer l'exécution d'une obligation résultant d'un traité international ou d'un acte international pris en vertu de celui-ci et ne peuvent, en conséquence, trouver leur fondement légal dans la loi du 18 février 1969.

*

Plusieurs lois et arrêtés-lois permettent expressément au Roi de prescrire les conditions techniques auxquelles différentes catégories de véhicules doivent répondre.

Il s'agit de :

-l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles;

-la loi du ler août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles;

-l'arrêté-loi du 24 février 1947 étendant l'obligation du contrôle technique aux véhicules automobiles servant au transport de choses pour le compte propre de leurs propriétaires;

-la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement.

Aucun texte n'autorise le Roi à intervenir en ce qui concerne les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les autres "moyens de transport", notamment les véhicules affectés au transport non rémunéré de personnes.

En cette matière, et pour les véhicules qui ne sont pas visés par la législation précitée, la réglementation en vigueur relative aux conditions techniques a généralement été fondée sur l'article ler de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.

Il s'agit là d'une interprétation très large de l'article ler de la loi précitée, selon laquelle le Roi serait autorisé à prendre non seulement les règlements généraux ayant pour objet direct la circulation sur les voies publiques, mais encore toutes mesures tendant à assurer, même de manière indirecte, la sécurité de la circulation.

Si large que puisse être l'interprétation donnée à l'article ler de la loi précitée, celui-ci ne permet pas au Roi de prendre des mesures qui limitent la liberté du commerce et de l'industrie et mettre le coût des essais

d'homologation à charge du fabricant ou de son mandataire.

Il conviendrait, dès lors, qu'afin de prévenir toute contestation éventuelle quant à la légalité des mesures relatives aux conditions techniques, et notamment celles qui concernent les fabricants ou les importateurs, que le Roi soit habilité par voie législative à prendre, en ces matières, toutes mesures utiles. L'habilitation devrait comprendre le pouvoir de fixer le taux des redevances à percevoir pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance résultant des devoirs accomplis en exécution des mesures prises. Il y aurait lieu, en outre, que la loi prévoie les sanctions pénales applicables en cas d'infraction.

*

Les sanctions pénales diffèrent selon qu'il s'agit d'infractions aux règlements pris en exécution soit de la loi du 18 février 1969 ou de la loi du 1er août 1960, soit de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 ou de l'arrêté-loi du 26 février 1947, soit de la loi coordonnée relative à la police de la circulation routière.

De plus sauf en cas d'application de la loi du 18 février 1969, les sanctions pénales prévues par les autres lois et arrêtés-lois précités ne peuvent s'appliquer à d'autres personnes que les utilisateurs, tels que, par exemple, les constructeurs et les importateurs.

.../...

Il est suggéré d'unifier en la matière les dispositions relatives à la recherche et à la répression des infractions.

*

Si l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur signé à Genève le 20 mars 1958 a été publié au Moniteur belge du 24 février 1961, les règlements n°s 11, 21 et 26, pris en exécution de cet accord n'ont pas été publiés.

De plus, il n'existe pas de texte néerlandais de ces règlements.

Il y a lieu de combler ces deux lacunes.

*

* *

Sous réserve des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat formule les observations suivantes à propos des projets.

1. Le mot "agréation" qui est employé dans tous les projets n'est pas correct et doit être remplacé par "agrément".

2. L'article 14 de la directive du 6 février 1970 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques (70/156/CEE - L. 42) est rédigé comme suit :

"Toute décision portant refus ou retrait de réception, refus d'immatriculation ou interdiction de vente ou d'usage, prise en vertu des dispositions adoptées en exécution de la présente directive, est motivée de façon précise. Elle est notifiée à l'intéressé avec l'indication des voies de recours ouvertes par les législations en vigueur dans les Etats membres et des délais dans lesquels ces recours peuvent être introduits".

Les projets se bornent à indiquer que l'agrément peut être retiré par le Ministre des Communications en cas de non-conformité.

S'agissant de la réception C.E.E., les projets doivent prévoir, conformément à la directive précitée, que le refus et le retrait de l'agrément doivent être motivés.

3. Dans l'article 1er de chaque projet, la mention de l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 doit être complétée par les mots "modifié par l'arrêté royal du 11 août 1976", ce dernier arrêté ayant remplacé par un texte nouveau l'article 3 précité.

4. Chaque projet prévoit que lors des contrôles de conformité de la production, les constructeurs sont tenus de mettre à la disposition des fonctionnaires compétents les

véhicules, éléments de véhicules ou dispositifs de série, "aussi souvent qu'il paraît utile".

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, l'administration aurait l'intention de mettre au point une procédure de contrôle. Cette procédure paraît indispensable en vue d'éviter des abus.

De twaalf aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-koninklijke besluiten (L. 12.880 tot 12.891) hebben betrekking op de goedkeuring, per type, van bepaalde uitrustingsstukken van auto's (L. 12.880 tot 12.883) en op de goedkeuring, per type, van landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen (L. 12.884) of van bepaalde uitrustingsstukken van die trekkers (L. 12.885 tot 12.891).

Zij voeren in het interne recht voorschriften van technische aard in, die zijn neergelegd én in de reglementen vastgesteld ter uitvoering van de Overeenkomst betreffende het aannemen van eenvormige goedkeuringsvoorwaarden en de wederzijdse erkenning van goedkeuring van uitrustingsstukken en onderdelen van motorrijtuigen (Genève, 20 maart 1958) én in de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen (L. 12.880 tot 12.882), of alleen in de richtlijnen van de Raad (L. 12.883 tot 12.891).

Voor de twaalf ontwerpen is dezelfde techniek aangewend : de technische voorschriften van de reglementen en richtlijnen worden verbindend verklaard bij wege van verwijzing, terwijl de ministeriële besluiten zich ertoe beperken in de onmisbare uitvoeringsmaatregelen te voorzien.

*

De ontwerpen steunen op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, waarvan artikel 1 bepaalt :

"De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit de internationale verdragen en uit de krachtens deze genomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden".

Ofschoon in de parlementaire voorbereiding van de genoemde wet gesproken is over het economisch beleid inzake vervoer, lijkt het niet zo te zijn dat de wetgever de aan de Koning verleende machtiging tot dat aspect heeft willen beperken.

De tekst van de wet die de Koning machtigt om de maatregelen te treffen die nodig zijn voor de uitvoering van de verplichtingen uit de internationale verdragen en uit de krachtens deze vastgestelde internationale akten, is inderdaad in algemene bewoordingen geformuleerd en beperkt in genen dele 's Konings verordenende bevoegdheid "inzake vervoer".

Blijft dan nog te bepalen in hoever juist voor België verplichtingen voortvloeien uit de bedoelde internationale akten.

De richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 6 februari 1970 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwa-

.../...

gens daarvan, heeft tot doel gemeenschappelijke technische voorschriften vast te stellen die een goedkeuring van elk voertuigtype op gemeenschapsniveau mogelijk moeten maken om te komen tot een vrije uitwisseling van voertuigen binnen de Gemeenschap. Zij strekt er niet toe de verscheidenheid in de reglementeringen van de Lid-Staten in dezen ongedaan te maken, maar verplicht deze tot het goedkeuren van ieder voertuig waarvoor het in de richtlijn bedoelde certificaat van overeenstemming kan worden voorgelegd.

Er is dus verplichting tot goedkeuring. De ontwerpen gaan echter verder : zij voeren de voorschriften van de verschillende richtlijnen in het interne recht in en leggen daarbij onder meer bepaalde verplichtingen op aan de constructeurs.

In die mate strekken de ontwerpen niet meer alleen tot het uitvoeren van een verplichting uit een internationaal verdrag of uit een krachtens dat verdrag vastgestelde internationale akte, en kunnen zij dus geen rechtsgrond vinden in de wet van 18 februari 1969.

*

Een aantal wetten en besluitwetten machtigen de Koning uitdrukkelijk tot het bepalen van de technische voorwaarden waaraan verschillende categorieën van voertuigen moeten voldoen.

.../...

Het zijn :

- de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen;

- de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding;

- de besluitwet van 24 februari 1947 waarbij de verplichting van de technische controle uitgebreid wordt tot de automobielen dienende tot het vervoer van zaken voor rekening van hun eigenaar;

- de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen.

Geen enkele tekst machtigt de Koning tot het nemen van maatregelen inzake de technische voorwaarden waaraan moet worden voldaan door de andere "vervoermiddelen", met name de voertuigen bestemd voor het onbezoldigd vervoer van personen.

Wat dat betreft, en voor de voertuigen die niet bedoeld zijn in de aangehaalde wetgeving, is de geldende reglementering inzake de technische voorwaarden in de regel gegrond op artikel 1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968.

Het betreft hier een zeer ruime interpretatie van artikel 1 van de genoemde wet, volgens welke de

.../...

Koning gemachtigd zou zijn om niet alleen de algemene reglementen die rechtstreeks betrekking hebben op het verkeer op de openbare weg vast te stellen, maar ook alle maatregelen te nemen die, zelfs onrechtstreeks, de veiligheid van het wegverkeer op het oog hebben.

Hoe ruim artikel 1 van genoemde wet ook mag worden geïnterpreteerd, het machtigt de Koning niet tot het nemen van maatregelen die de vrijheid van handel en nijverheid beperken en de keuringskosten op de fabrikant of zijn gemachtigde doen vallen.

Ter voorkoming van enige betwisting omtrent de wettigheid van de maatregelen inzake de technische voorwaarden, en inzonderheid die welke de fabrikanten of de invoerders betreffen, zou de Koning derhalve bij wet gemachtigd moeten worden om in dezen alle dienstige maatregelen te treffen. De machtiging zou mede betrekking moeten hebben op de vaststelling van het bedrag der te heffen vergoedingen tot gehele of gedeeltelijke dekking van de kosten van beheer, controle of toezicht welke de ter uitvoering van de getroffen maatregelen gedane verrichtingen met zich brengen. Bovendien zou de wet ook de bij overtreding toepasselijke straffen moeten bepalen.

*

De straffen verschillen naargelang het gaat om overtredingen van reglementen vastgesteld ter uitvoering, hetzij van de wet van 18 februari 1969 of van de wet van 1 augustus 1960, hetzij van de besluitwet van

.../...

30 december 1946 of van de besluitwet van 26 februari 1947, hetzij van de gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer.

Behalve bij toepassing van de wet van 18 februari 1969 kunnen de in de overige aangehaalde wetten en besluitwetten bepaalde straffen bovendien niet worden toegepast op andere personen dan de gebruikers, zoals bijvoorbeeld de constructeurs en de invoerders.

Er moge in overweging worden gegeven in dezen eenheid te brengen in de bepalingen betreffende het opsporen en bestraffen van overtredingen.

*

Al is de op 20 maart 1958 te Genève ondertekende Overeenkomst betreffende het aannemen van eenvormige goedkeuringsvoorwaarden en de wederzijdse erkenning van goedkeuring van uitrustingsstukken en onderdelen van motorrijtuigen bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 24 februari 1961, de ter uitvoering ervan vastgestelde reglementen nrs 11, 21 en 26 zijn niet bekendgemaakt.

Een Nederlandse tekst van die reglementen is evenmin voorhanden.

In beide leemten moet worden voorzien.

*

* *

.../...

Onder voorbehoud van de hiervoren geformuleerde opmerkingen, moge bij de ontwerpen nog het volgende worden opgemerkt :

1. De term "agréation", die in de Franse tekst van alle ontwerpen is gebruikt, is niet correct en moet worden vervangen door "agrément".

2. Artikel 14 van de richtlijn van 6 februari 1970 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan (70/156/EEG - L. 42) luidt als volgt :

"Elke beschikking houdende weigering of intrekking van de goedkeuring, weigering van de registratie of verbod van de verkoop of het gebruik, genomen uit hoofde van de bepalingen ter uitvoering van deze richtlijn, moet nauwkeurig worden gemotiveerd. Deze beschikking wordt ter kennis gebracht van de belanghebbende onder opgave van de krachtens de geldende wettelijke voorschriften van de Lid-Staten openstaande rechtsmiddelen en van de termijnen waarbinnen deze rechtsmiddelen kunnen worden aangewend".

De ontwerpen zeggen alleen dat de goedkeuring door de Minister van Verkeerswezen kan worden ingetrokken ingeval er gebrek aan overeenstemming is.

Aangezien het om de E.E.G.-goedkeuring gaat, moeten de ontwerpen, overeenkomstig de aangehaalde richtlijn, bepalen dat de weigering en de intrekking van de goedkeuring met redenen omkleed moeten zijn.

.../...

3. In artikel 1 van elk ontwerp moet de vermelding van artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 worden aangevuld met de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1976"; dit besluit heeft het bedoelde artikel 3 namelijk door een nieuwe tekst vervangen.

4. Elk ontwerp bepaalt dat de constructeurs gehouden zijn bij de controle op de overeenstemming van de produktie de voertuigen, bestanddelen van voertuigen of serieïnrichtingen ter beschikking van de ambtenaren te stellen "zo dikwijls als nodig blijkt".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou de administratie voornemens zijn een controleprocedure uit te werken. Die procedure lijkt onmisbaar, wil men misbruiken voorkomen.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, conseiller d'Etat, président,

A. VANDER STICHELE, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT,

J. LIMPENS, assesseurs de la section de législation,

P. DE VISSCHER,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANDER STICHELE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANDER STICHELE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.